Grèce : un congrès « scientifique » pour renvoyer les femmes au rôle de reproductrices

lundi 5 juillet 2021, par SARTZEKIS Andreas (Date de rédaction antérieure : 2 juillet 2021).

Sommaire

- « Congrès de la Fécondité »
- « Quelle honte ! »
- « Pureté du peuple grec » ?

On le sait : les dirigeants de l'Union européenne sont très doués pour cacher leurs propres turpitudes en s'en prenant à plus réacs qu'eux, comme on l'a vu lors du récent sommet européen où les attaques (justifiées) ont fusé contre Orban et ses mesures homophobes, comme si, par exemple, la France n'était pas en train de s'attaquer violemment aux droits des groupes victimes de discriminations à tenir des réunions entre victimes de ces oppressions.

« Congrès de la Fécondité »

Le dirigeant grec Kyriakos Mitsotakis a quant à lui bénéficié, lors du sommet européen, d'un bienveillant silence de ses petits camarades de méfaits communs alors qu'un scandale politique (de plus) a éclaté à la mi-juin en Grèce : au moyen d'un spot promotionnel ressenti comme une provocation, on a découvert la préparation, pour début juillet, du « premier Congrès Panhellénique de la Fécondité et de l'Autonomie reproductive » (avec des majuscules !) à Iannina. But de ce congrès : « Souligner la valeur et l'importance de l'information autour des questions de fécondité, présenter la situation actuelle, qui montre clairement que le déficit de naissances ravage la société contemporaine, avec comme principale raison le déficit de connaissances sur les questions de fécondité. » Et en prime, le message martelé était de faire honte aux femmes qui préfèrent travailler en oubliant égoïstement qu'après 40 ans, il est trop tard pour contribuer au destin national !

Crédit Photo. Manifestation contre les féminicides à Athènes. DR.

Les participants à ce congrès, dont le comité directeur était évidemment composé de quatre hommes, se répartissaient entre médecins de services gynécologiques de deux ou trois hôpitaux, journalistes… et ecclésiastiques, l'Église orthodoxe grecque s'étant scientifiquement distinguée récemment par l'instauration d'une journée annuelle consacrée à « l'enfant pas né ». La participation des ecclésiastiques n'étant pas symbolique mais massive, puisque par exemple

l'animation de l'atelier « Rôle de l'administration décentralisée dans la protection de la fécondité » était confiée presque uniquement à des prêtres…

Et le scandale d'un tel congrès visant à interdire aux femmes de décider par elles-mêmes ne s'arrête pas là : dans les ateliers, on trouve aussi : « Ministère de l'Intérieur : la fécondité, axe central du développement », avec comme intervenant le ministre lui-même, Makis Voridis, ancien responsable des jeunesses de la junte des colonels (1967-1974) ! En fait, ce congrès bénéficiait au moins du soutien actif du gouvernement, et dans tous les cas, il correspond au vent dangereusement réactionnaire que la droite de Mitsotakis junior impose, notamment dans l'Éducation nationale avec par exemple la suppression de la sociologie remplacée par… des cours de religion.

« Quelle honte ! »

Le scandale va plus loin encore : à la recherche de soutiens, il semble que les brillants responsables éclairés aient oublié de bien informer leurs interlocuteurs et surtout interlocutrices de la teneur réelle du fameux congrès. La chanteuse Kaiti Garbi explique ainsi (au journal *Ef Syn*) qu'elle a vu le spot publicitaire et a été choquée. « On y présentait la femme comme un élément du processus de reproduction sans qu'elle ait le droit au libre choix. Quelle honte ! ». Pire encore : les organisateurs avaient obtenu que le congrès soit placé sous l'égide de la présidente de la République, Katerina Sakellaropoulou. Après la projection du spot et les réactions, elle a retiré son appui à ce sinistre colloque de nostalgiques de la soumission des femmes et de médecins gros commerçants abusant de leur pouvoir contre les femmes. Car ce dernier aspect ne manquait pas lui non plus : alors qu'il est connu qu'en Grèce, des médecins abusent des césariennes pour pouvoir facturer davantage, le congrès avait aussi comme perspectives le développement des méthodes de procréation artificielles dans le cadre d'un tourisme médical appelé de ses vœux par le ministre du développement, Adonis Georgiadis, lui aussi issu de l'extrême droite fasciste…

Suite à la diffusion du spot, les réactions ont fusé, entre campagnes sur les réseaux sociaux et déclarations diverses. Les personnalités sollicitées ont retiré ou se sont senties obligées de retirer leur soutien, et idem pour les organismes ou sociétés, chaînes de télé ou banques. Il faut dire que le maintien de ce congrès aurait pu donner lieu à de massives réactions contre une telle provocation : car dans le même temps, la réalité pour les femmes, ce sont des féminicides, des viols, et aussi les conséquences de la loi esclavagiste sur le temps de travail votée le 16 juin, dont l'effet sera de rendre encore plus difficiles les conditions pour que les femmes et les hommes soient plus disponibles auprès de leurs enfants. Et suite aux nombreux retraits de soutien, suite à des articles très critiques même dans la presse de droite, le congrès a finalement été annulé.

« Pureté du peuple grec » ?

L'autre aspect inquiétant de ce congrès, relevé entre autres par nos camarades de NAR dans leur journal PRIN, est ce qui se cache derrière la véritable obsession d'un « problème démographique » : pourquoi ne pas donner immédiatement la nationalité grecque à touTEs les immigréEs et réfugiéEs en Grèce, dont pas mal sont des très jeunes ? On retrouve derrière cette question, dont la réponse repose sur un nationalisme congénital à la droite mais relativement partagé à gauche, l'obsession de la « pureté du peuple grec ».

Aussi, la réponse des organisations ouvrières et de la gauche à cette offensive obscurantiste digne du Moyen Âge ne peut-elle se contenter des nécessaires exigences favorisant le choix d'avoir — ou non — des enfants : réduction du temps de travail, information sur la contraception, éducation

sexuelle à l'école, moyens pour l'hôpital public, renforcement des aides publiques aux familles… Le droit des réfugiéEs et des immigréEs à vivre et travailler dignement en Grèce, d'y avoir des enfants disposant des mêmes droits que les enfants de familles grecques (cette année, on a recensé de nombreux cas d'enfants de réfugiéEs empêchés de pouvoir être scolarisés) est une bataille de fond pour apporter une réponse internationaliste, basée sur le principe du droit fondamental des femmes à avoir un enfant si elles veulent, quand elles veulent.

Athènes, le 29 juin 2021

A. Sartzekis

P.-S.

• Publié le Vendredi 2 juillet 2021 à 13h41 : https://lanticapitaliste.org/actualite/international/grece-un-congres-scientifique-pour-renvoyer-les-femmes-au-role-de